



Conseil économique et social

Distr. générale
10 mai 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution
atmosphérique transfrontière à longue distance

Rapport de l'Organe exécutif sur les travaux de la vingt-septième session, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009

Première partie: Délibérations

Table des matières¹

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1–7	4
I. Adoption de l'ordre du jour	8–9	5
II. Adoption du rapport de la vingt-sixième session de l'Organe exécutif	10–11	5
III. Accréditation des organisations non gouvernementales.....	12	5
IV. Questions découlant des réunions de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et d'autres réunions connexes	13–17	5
V. État d'avancement des activités de base	18–25	6
A. Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe	18–21	6
B. Effets des principaux polluants sur la santé et l'environnement.....	22–25	7

¹ Les sections I à XIX du présent document correspondent aux points 1 à 19 de l'ordre du jour provisoire (ECE/EB.AIR/98).

VI.	Réexamen et révision des protocoles et autres activités stratégiques.....	26–47	8
A.	Polluants organiques persistants	26–32	8
B.	Métaux lourds	33–40	10
C.	Protocole de Göteborg de 1999	41	12
D.	Échange d'informations, communication et Plan d'action pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale.....	42–45	12
E.	Groupe spécial d'experts juridiques	46–47	13
VII.	Révision du Protocole relatif aux polluants organiques persistants	48–53	14
VIII.	Révision du Protocole relatif aux métaux lourds	54–60	15
IX.	Négociations sur de nouvelles obligations à assumer en matière de réduction des émissions comme suite à l'examen du Protocole de Göteborg de 1999	61–65	16
X.	Respect des obligations découlant des protocoles.....	66–82	17
XI.	Stratégies et politiques des Parties à la Convention et des signataires concernant la réduction de la pollution atmosphérique	83–85	20
XII.	Le lien entre pollution atmosphérique et changements climatiques: mise au point d'un cadre propice à l'élaboration de stratégies intégrées présentant des avantages connexes	86–88	21
XIII.	Stratégie à long terme pour la Convention.....	89–90	22
XIV.	Activités des organes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et des organisations internationales ayant un rapport avec la Convention.....	91–94	22
XV.	Plan de travail pour 2010 concernant la mise en œuvre de la Convention.....	95–96	23
XVI.	Ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la Convention	97–104	23
XVII.	Questions diverses	105	24
XVIII.	Élection du Bureau.....	106–108	25
XIX.	Adoption des décisions prises à la vingt-septième session	109	25
Annexe			
	Conclusions du débat au sein du Bureau élargi lors de sa réunion du 17 décembre 2009 sur une vision stratégique pour la Convention		26

Deuxième partie: Décisions adoptées par l'Organe exécutif

Pour des raisons pratiques, la deuxième partie du présent rapport est publiée dans un additif séparé (ECE/EB.AIR/99/Add.1).

Décision

2009/1	Modification du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants
2009/2	Inscription des paraffines chlorées à chaîne courte et des naphtalènes polychlorés aux annexes I et II du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants
2009/3	Modification des annexes V et VII du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants
2009/4	Document d'orientation sur les meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de polluants organiques persistants
2009/5	Création d'un groupe spécial d'experts du noir de carbone
2009/6	Respect par la Grèce de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 2/02)
2009/7	Respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 4/02)
2009/8	Respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole de 1991 relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières (réf. 6/02)
2009/9	Respect par le Danemark de ses obligations au titre du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (réf. 1/06)
2009/10	Respect par Chypre de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 1/08)
2009/11	Respect par l'Islande de ses obligations de notifier les émissions
2009/12	Respect par la République de Moldova de ses obligations de notification
2009/13	Respect par l'Estonie, la France et le Luxembourg de leurs obligations de notification des données maillées sur les émissions

Troisième partie: Plan de travail 2010 pour l'application de la Convention

Pour des raisons pratiques, la troisième partie du présent rapport est publiée dans un additif séparé (ECE/EB.AIR/99/Add.2).

Introduction

1. La vingt-septième session de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance s'est tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009. Y ont assisté des représentants des Parties à la Convention suivantes: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et l'Union européenne².
2. Les États non parties à la Convention ci-après étaient représentés: Japon et Pakistan.
3. Des représentants de l'Agence européenne pour l'environnement de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont participé à la session.
4. Le Centre de synthèse météorologique-Est et le Centre pour les modèles d'évaluation intégrée du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) étaient représentés.
5. Des représentants des organisations non gouvernementales (ONG) ci-après ont pris part à la session: Bureau européen de l'environnement, Forum mondial sur la pollution atmosphérique, Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est et Union internationale des associations pour la prévention de la pollution atmosphérique et la protection de l'environnement. Le secteur était représenté par CONCAWE (Oil Companies' European Association for Environment, Health and Safety in Refining and Distribution), le Conseil mondial du chlore, Croplife International, la European Association of Internal Combustion Engine Manufacturers, la European Petroleum Industry Association, le Forum scientifique et environnemental du brome, Plastics Europe and Polystyrene Foams et l'Union de l'industrie électrique.
6. M. Williams (Royaume-Uni) a présidé la réunion.
7. M. Robineau, Conseiller principal du Secrétaire exécutif de la Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a souhaité la bienvenue aux participants. Évoquant le trentième anniversaire de la Convention, il a rappelé les bons résultats dont elle était à l'origine et a exprimé l'espoir qu'elle pourrait permettre de relever les défis actuels, tant sur le plan stratégique qu'opérationnel, et demeurer à l'avant-garde de la lutte contre la pollution atmosphérique. La modicité des ressources du secrétariat était une question dont il fallait se préoccuper sans plus attendre. La structure de la Convention s'était élargie au fil du temps, avec un nombre toujours plus grand de protocoles, mais le secrétariat n'avait reçu aucune ressource supplémentaire. M. Robineau a encouragé l'Organe exécutif à tirer parti de l'expérience acquise par la CEE dans l'aide apportée aux pays en transition en fournissant les ressources nécessaires pour aider les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) à ratifier les protocoles à la Convention.

² Au 1^{er} décembre 2009, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne à laquelle elle a succédé (Note verbale du 1^{er} décembre 2009 de l'Union européenne).

I. Adoption de l'ordre du jour

8. Le Président a présenté l'ordre du jour provisoire (ECE/EB.AIR/98). Il a proposé de tenir une réunion élargie du Bureau de l'Organe exécutif pendant la session, avant le débat sur le point 13.

9. L'Organe exécutif a adopté l'ordre du jour avec les modifications suivantes: il a décidé de modifier l'ordre dans lequel certains points de l'ordre du jour seraient examinés et inséré dans le point 6 un nouveau point subsidiaire concernant les activités du groupe spécial d'experts juridiques. Il a également décidé de suspendre la session et de tenir une réunion de son bureau élargi le jeudi 17 décembre 2009, réunion à laquelle tous les représentants étaient invités.

II. Adoption du rapport de la vingt-sixième session de l'Organe exécutif

10. Le Président a rappelé aux délégations que les décisions prises à la vingt-sixième session avaient été approuvées au cours de ladite session. Le secrétariat a appelé l'attention sur les modifications apportées dans la troisième partie du rapport et qui avaient été approuvées par le Bureau, conformément à son mandat révisé (ECE/EB.AIR/2009/4, par. 4).

11. L'Organe exécutif a adopté le rapport de sa vingt-sixième session (ECE/EB.AIR/96 et Add.1 et 2) tel que modifié.

III. Accréditation des organisations non gouvernementales

12. Aucune demande d'accréditation en vertu de la Décision 2006/11 n'avait été reçue en 2009.

IV. Questions découlant des réunions de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et d'autres réunions connexes

13. Le Président a mis les participants au courant du débat sur les changements climatiques qui avait eu lieu à la soixante-troisième session de la Commission économique pour l'Europe et en a présenté brièvement les conclusions (E/ECE/1453).

14. M^{me} Sochirca (secrétariat) a exposé les activités réalisées par le Comité des politiques de l'environnement et dans le cadre du processus «Un environnement pour l'Europe», ainsi que les résultats auxquels avait abouti la réunion régionale sur l'application des objectifs du développement durable, tenue en décembre 2009, en vue de la seizième session de la Commission du développement durable. Elle a appelé l'attention sur les préparatifs de la prochaine Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», qui aura lieu à Astana à l'automne 2011 et sur la décision de réaliser, pour la Conférence, une évaluation des évaluations environnementales. Si les négociations relatives à la révision du Protocole de Göteborg de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique devaient être achevées en temps voulu, la Conférence pourrait offrir l'occasion d'adopter le Protocole révisé et de mieux faire connaître la Convention, en célébrant éventuellement le thème d'une économie plus respectueuse de l'environnement.

15. S'agissant des activités accomplies dans ce domaine dans le cadre du Comité des politiques de l'environnement, M. Kokine (secrétariat) a rendu compte des réalisations du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement, lesquelles étaient particulièrement axées sur les pays de l'EOCAC et de l'Europe du Sud-Est (ESE). Il a appelé l'attention sur le projet de directives pour l'élaboration de stratégies nationales visant à utiliser la surveillance de la qualité de l'air comme instrument de politique environnementale (ECE/CEP/AC.10/2009/6). Il était nécessaire d'étudier la possibilité d'intensifier la coopération entre les organes relevant de la Convention et le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement pour surveiller en permanence la qualité de l'air dans les pays de l'EOCAC.

16. Le secrétariat a déclaré qu'il n'avait reçu aucune nouvelle ratification des trois plus récents protocoles à la Convention. L'Albanie avait ratifié en juin 2009 le Protocole de 1985 relatif à la réduction des émissions de soufre et le Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières.

17. L'Organe exécutif a pris note des informations présentées.

V. État d'avancement des activités de base

A. Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe

18. M^{me} Vidič (Croatie), Présidente de l'Organe directeur de l'EMEP, a rendu compte des activités au titre du Programme, y compris les résultats de la trente-troisième session de l'Organe directeur (ECE/EB.AIR/GE.1/2009/2). Elle a appelé l'attention sur l'adoption, par l'Organe directeur de l'EMEP, du projet de stratégie de l'EMEP pour 2010-2019, du projet de stratégie révisée de surveillance pour l'EMEP pour la même période et du texte révisé du *Guide EMEP/AEE des inventaires des émissions de polluants atmosphérique – 2009*. Il était essentiel de trouver les fonds nécessaires pour que le Guide soit bien tenu à jour, voire amélioré, sur la base d'un plan pour la tenue à jour et l'amélioration, actuellement en préparation. M^{me} Vidič s'est félicitée de l'offre faite par la Norvège de traduire le Guide en russe, afin que les pays de l'EOCAC et de l'ESE puissent l'utiliser pour établir et améliorer leur inventaire national des émissions. Elle a accueilli avec satisfaction les données communiquées par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kirghizistan et le Monténégro, qui n'étaient pas encore parties aux protocoles et astreints à des obligations concernant la communication d'informations, et elle a encouragé d'autres non-Parties à communiquer des données.

19. Un certain nombre de délégations estimaient qu'il fallait prendre en considération la stratégie de l'EMEP et l'aligner sur la stratégie à long terme pour la Convention, qui était en préparation. De ce fait, il fallait considérer la nouvelle stratégie de l'EMEP comme un document évolutif et l'adopter en partant du principe qu'elle ferait l'objet de révisions ultérieures au besoin, conformément à la stratégie à long terme.

20. La délégation de la Fédération de Russie s'est exprimée en faveur de l'établissement d'un plan décennal pour les activités relatives aux polluants organiques persistants et aux métaux lourds, dans le cadre de la Convention.

21. L'Organe exécutif:

a) A pris acte du rapport de la trente-troisième session de l'Organe directeur de l'EMEP (ECE/EB.AIR/GE.1/2009/2) et approuvé les décisions proposées dans le document ECE/EB.AIR/2009/1 (par. 19 a) à d), et l) et m));

b) A approuvé le projet de stratégie de l'EMEP pour 2010-2019, adopté par l'Organe directeur de l'EMEP à sa trente-troisième session, en notant qu'il pourrait faire au besoin l'objet de modifications ultérieures, l'Organe exécutif devant en principe adopter la stratégie à long terme pour la Convention;

c) A approuvé le projet de stratégie révisée de surveillance adopté par l'Organe directeur de l'EMEP à sa trente-troisième session (ECE/EB.AIR/GE.1/2009/15) et demandé instamment aux Parties de veiller à ce que des ressources soient affectées à sa mise en œuvre au niveau national;

d) A approuvé la version révisée et largement mise à jour du Guide EMEP/AEE des inventaires des émissions de polluants atmosphériques – 2009, adoptée par l'Organe directeur de l'EMEP à sa trente-troisième session;

e) A souligné combien il importait de traduire en russe le Guide mis à jour pendant le premier semestre de 2010 et remercié la Norvège d'allouer des fonds pour mener à bien cette tâche;

f) A fait ressortir combien il importait de tenir le Guide à jour, demandé à l'Organe directeur de soumettre un projet de plan pour la tenue à jour et l'amélioration du Guide à l'avenir, y compris des estimations du coût des activités, aux fins d'examen à la vingt-huitième session de l'Organe directeur en 2010, et invité les délégations à trouver des possibilités de financement pour exécuter le projet de plan;

g) S'est félicité des examens approfondis (troisième étape) des inventaires des émissions, qui devaient améliorer la qualité de la communication des données d'émission, et a invité les Parties à désigner des spécialistes à inscrire sur la liste des experts chargés des examens ainsi qu'à apporter une aide financière afin que des experts de pays de l'EOCAC puissent participer à ces examens;

h) A approuvé la liste des Parties devant faire l'objet d'un examen en profondeur en 2010, comme suit: Allemagne, Autriche, Chypre, Fédération de Russie, Italie, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie et Suisse; et a appuyé la demande que l'Organe directeur de l'EMEP adresse à ces Parties de faire en sorte que des experts nationaux soient disponibles pendant le processus d'examen;

i) A approuvé un calendrier provisoire des examens approfondis des Parties à la Convention entre 2011 et 2013, tel qu'approuvé par l'Organe directeur: 2011, Bélarus, Croatie, Estonie, Grèce, Islande, Luxembourg, Malte, République tchèque, Slovaquie et Ukraine; 2012, Communauté européenne, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Liechtenstein, Monaco, République de Moldova, Serbie et Turquie; 2013, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, France, Monténégro, Norvège, Portugal et Suède;

j) A noté que les pays qui n'étaient pas parties au Protocole n'étaient pas tenus de participer aux examens mais étaient vivement encouragés à le faire en vue d'améliorer la qualité des inventaires.

B. Effets des principaux polluants sur la santé et l'environnement

22. M. Johannessen (Norvège), Président du Groupe de travail des effets, a rendu compte des activités relatives aux effets, notamment des résultats de la vingt-huitième session du Groupe de travail (ECE/EB.AIR/WG.1/2009/2). Il fallait réduire davantage les émissions d'azote, en particulier celles d'ammoniac produites par les activités agricoles. Les émissions de particules provenant de la combustion de la biomasse pouvaient être transportées au-delà des frontières. La situation concernant le mercure demeurait alarmante, aucune réduction n'ayant été constatée depuis vingt ans et les concentrations augmentant le

long de la chaîne alimentaire. M. Johannessen a appelé l'attention sur la stratégie à long terme du Groupe de travail des effets pour la période 2010-2020, qui avait été révisée en 2009 pour tenir compte des nouveaux aspects liés aux liens entre la pollution atmosphérique, d'une part, la diversité biologique et les changements climatiques, d'autre part. La nouvelle stratégie avait également fait apparaître la nécessité d'une étroite coopération avec l'EMEP.

23. La délégation suédoise, s'exprimant au nom de l'Union européenne, s'est déclarée en accord avec la stratégie du Groupe de travail des effets. Il était important de continuer à communiquer aux décideurs les résultats des activités relatives aux effets car l'approche fondée sur les effets était l'un des points forts de la Convention.

24. La délégation suisse s'est dite satisfaite que le Groupe de travail des effets ait pu recentrer ses activités sur des priorités telles que l'azote, la réévaluation de l'ozone et les particules, ce qui donnera la possibilité d'étudier les interactions avec les changements climatiques.

25. L'Organe exécutif:

a) A pris acte du rapport de la vingt-huitième session du Groupe de travail des effets (ECE/EB.AIR/WG.1/2009/2) et approuvé les décisions du Groupe de travail, résumées dans le document ECE/EB.AIR/2009/1 (par. 36 a) à r) et w));

b) A adopté la stratégie pour les activités relatives aux effets, présentée dans le document ECE/EB.AIR/2009/17, en notant qu'elle pourrait faire au besoin l'objet de modifications ultérieures, l'Organe exécutif devant en principe adopter la stratégie à long terme pour la Convention.

VI. Réexamen et révision des protocoles et autres activités stratégiques

A. Polluants organiques persistants

26. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen, M. Ballaman (Suisse), a rendu compte des débats qui ont eu lieu et des décisions qui ont été prises à la quarante-cinquième session du Groupe de travail concernant les propositions (dossiers) en vue d'inclure cinq nouvelles substances dans le Protocole sur les polluants organiques persistants, c'est-à-dire l'endosulfan, la trifluraline, le pentachlorophénol, le dicofol et l'hexabromocyclododécane (HBCD), en appelant l'attention sur les résultats de la septième réunion de l'Équipe spéciale des polluants organiques persistants concernant les examens des volets A et B des dossiers (ECE/EB.AIR/WG.5/2009/7).

27. Le Coprésident de l'Équipe spéciale des polluants organiques persistants, M. Sliggers (Pays-Bas), a informé les participants que l'Équipe spéciale souhaiterait poursuivre ses travaux en 2010 ainsi que l'en a chargé l'Organe exécutif, en commençant par réunir auprès des Parties et des experts du secteur des informations sur la gestion des cinq substances en question, en vue de poursuivre les examens du volet B à sa prochaine réunion, en 2010.

28. Le représentant de Plastics Europe and Polystyrene Foams a fait part aux participants de l'importance que revêtait l'utilisation, en Europe, des mousses isolantes en polystyrène pour économiser l'énergie et contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Or, il n'existe actuellement aucune alternative commercialement ou techniquement viable à l'utilisation du HBCD dans les mousses en polystyrène. Il a demandé s'il était possible de prendre en considération, dans l'examen, les résultats d'une

étude scientifique indépendante, réalisée à la demande du secteur, sur les critères des polluants organiques persistants qui pourraient être imputés au HBCD.

29. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a expliqué qu'aux fins de l'examen du volet A l'Équipe spéciale ne pouvait prendre en considération que les informations supplémentaires provenant de travaux scientifiques reconnus et ayant fait l'objet d'un examen collégial, communiquées dans les quatre-vingt-dix jours suivant la présentation du dossier par une Partie. Il était trop tard à ce stade pour influencer sur les résultats de l'examen du volet A mais les représentants de la branche d'activité étaient invités à participer aux futures négociations sur les moyens de régler la substance en application du Protocole sur la base de l'examen du volet B.

30. Le Président du Groupe de travail a rendu compte des conclusions que le Groupe de travail avait formulées à sa quarante-cinquième session au sujet du document établi, à titre officieux à la demande du Conseil mondial du chlore, concernant les possibilités d'accroître les synergies et la coordination entre les travaux en rapport avec le Protocole relatif aux polluants organiques persistants, d'une part, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, d'autre part, s'agissant en particulier de l'examen des dossiers des substances susceptibles d'être incluses dans les deux instruments juridiques (ECE/EB.AIR/WG.5/98, par. 26 à 28). Le secrétariat a indiqué qu'il avait présenté ce document à la cinquième réunion au Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm, en octobre 2009. Le Président du Comité avait accueilli ces informations avec intérêt et invité les délégations à examiner les travaux réalisés dans le cadre du Protocole en soulignant toutefois qu'il existait des différences entre les instruments juridiques de portée mondiale et de portée régionale.

31. Les Parties au Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants:

a) Ont pris acte du rapport du Groupe de travail des stratégies et de l'examen (ECE/EB.AIR/WG.5/98) ainsi que des recommandations de l'Équipe spéciale des polluants organiques persistants (ECE/EB.AIR/WG.5/2009/7), et ont remercié les experts, les examinateurs et les pays chefs de file des efforts qu'ils avaient déployés;

b) Ont pris note des conclusions de l'Équipe spéciale concernant le contenu technique des dossiers sur l'endosulfan, le dicofol et le HBCD, et décidé que ces substances devaient être considérées comme des polluants organiques persistants tels que définis dans le Protocole;

c) Ont pris note des conclusions de l'Équipe spéciale selon lesquelles le pentachlorophénol (PCP) n'était pas considéré comme un polluant organique persistant au sens du Protocole puisqu'aucun accord n'avait été trouvé sur la question de savoir si les informations sur les produits de transformation du PCP, tels que le pentachloroanisole (PCA), et sur les impuretés, permettaient de considérer le PCP comme un polluant organique persistant;

d) Ont demandé que l'Équipe spéciale poursuive l'examen du volet A pour évaluer le PCA au regard des critères relatifs aux polluants organiques persistants contenus dans la décision 1998/2 de l'Organe exécutif et pour étayer les informations concernant les liens entre le PCP et les dioxines, les furannes et le PCA présents dans l'environnement, et qu'elle poursuive en parallèle l'examen du volet B;

e) Ont noté que l'Équipe spéciale était arrivée à la conclusion, en s'appuyant sur le contenu technique du dossier de la trifluraline, que cette substance devait être considérée comme un polluant organique persistant au sens du Protocole;

f) Ont demandé que l'Équipe spéciale poursuive l'examen du volet A et continue en parallèle celui du volet B concernant la trifluraline, en tenant compte des nouvelles informations émanant du Canada.

32. L'Organe exécutif:

a) A pris note des possibilités d'harmonisation et de coordination entre le Protocole relatif aux polluants organiques persistants et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, s'agissant en particulier de réaliser des gains d'efficacité dans l'examen des dossiers des substances susceptibles d'être incluses dans les deux instruments juridiques, comme l'avait proposé le Conseil mondial du chlore, et a insisté sur le fait que des efforts devaient être entrepris dans ce sens par les parties à ces deux instruments;

b) A invité les Parties au Protocole relatif aux polluants organiques persistants qui étaient également parties à la Convention de Stockholm à étudier les propositions dont il est fait état dans le paragraphe a) ci-dessus pour accroître les synergies et les gains d'efficacité dans l'examen des dossiers des substances et à faire rapport à la vingt-huitième session de l'Organe exécutif;

c) A estimé que les délégations pouvaient assurer une meilleure coordination des positions nationales à l'égard du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et de la Convention de Stockholm;

d) A invité le secrétariat à améliorer les échanges d'informations avec le secrétariat du PNUE auprès de la Convention de Stockholm, à continuer d'inviter des représentants du secrétariat du PNUE à faire rapport aux réunions de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des stratégies et de l'examen, et à chercher à dégager, avec le secrétariat du PNUE, d'autres moyens possibles de collaboration entre les secrétariats.

B. Métaux lourds

33. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a rendu compte des résultats des quarante-troisième et quarante-cinquième sessions du Groupe de travail (ECE/EB.AIR/WG.5/94 et ECE/EB.AIR/WG.5/98 respectivement) ainsi que des travaux de l'Équipe spéciale des métaux lourds (ECE/EB.AIR/WG.5/2009/8) concernant l'examen technique de la proposition d'ajouter des produits contenant du mercure à l'annexe VI du Protocole relatif aux métaux lourds. L'annexe VII du Protocole donnait des indications concernant les mesures de gestion des produits à appliquer aux produits contenant du mercure, et la proposition d'amendement aux fins d'inclure ces produits dans l'annexe VI instituait des mesures de contrôle ayant force obligatoire.

34. Le Président de l'Équipe spéciale des métaux lourds a signalé que, dans l'Union européenne, les produits en question qui contenaient du mercure avaient déjà été pleinement réglementés, et il a remercié les experts des travaux qu'ils avaient accomplis concernant les examens des volets A et B de la proposition. Étant donné qu'il n'y avait plus d'informations supplémentaires à examiner, l'Équipe spéciale considérait qu'elle avait achevé ses travaux.

35. La délégation canadienne s'est déclarée en faveur de la poursuite de l'examen du volet B, étant donné que certaines questions demandaient à être approfondies. Le Canada étudiait actuellement un certain nombre de mesures liées aux produits, telles que des plans de prévention de la pollution dans le cas des amalgames dentaires et des contacteurs installés dans les véhicules. Ces conclusions seraient communiquées à l'Équipe spéciale au printemps 2010.

36. Pour la délégation des États-Unis, l'examen du volet B n'avait pas été mené à son terme au regard des critères et des procédures énoncés dans la décision 1998/1 de l'Organe exécutif. Elle communiquerait pour la fin de 2009 des informations supplémentaires sur diverses mesures nationales applicables aux produits, y compris des mesures prises à titre volontaire concernant les contacteurs au mercure, des informations économiques, des informations sur l'exposition et des données relatives aux risques. Il serait nécessaire, dans tout travail ultérieur relatif au mercure, de tenir compte de l'interaction entre les études sur le mercure dans le cadre du PNUE et dans celui de la CEE afin d'éliminer les chevauchements. Les principales sources de mercure se trouvaient en dehors de la région de la CEE.

37. La délégation biélorussienne s'est déclarée favorable à ce que l'on ajoute dans le Protocole des règles relatives aux produits contenant du mercure. Les pays de l'EOCAC ne seraient toutefois pas en mesure de les appliquer sans assistance financière.

38. Un représentant du PNUE a fait le point sur le processus intergouvernemental de négociation d'un accord universel juridiquement contraignant relatif au mercure, qui devait en principe être mené à terme pour 2013. Le Conseil d'administration du PNUE avait demandé que deux études soient réalisées pour éclairer ce processus: la première portera sur diverses catégories de sources d'émission du mercure et les tendances des émissions, et elle comportera une analyse et une évaluation des coûts et de l'efficacité de diverses techniques et mesures de réduction possibles. La seconde étude actualisera le rapport de 2008 sur l'évaluation globale de la présence du mercure dans l'atmosphère. Ces études sont réalisées en collaboration avec les experts techniques de la Convention et toute nouvelle coopération qui enrichirait cette évaluation serait la bienvenue.

39. Les Parties au Protocole relatif aux métaux lourds réunies au sein de l'Organe exécutif:

a) Ont remercié l'Équipe spéciale des métaux lourds pour ses travaux sur le volet A et la mise en route de l'examen du volet B de la proposition de l'Union européenne d'ajouter les produits contenant du mercure à l'annexe VI du Protocole, comme l'avaient demandé les Parties au Protocole relatif aux métaux lourds à la vingt-sixième session de l'Organe exécutif, en décembre 2008;

b) Ont pris note des rapports du Groupe de travail des stratégies et de l'examen (ECE/EB.AIR/WG.5/98) et de l'Équipe spéciale des métaux lourds (ECE/EB.AIR/WG.5/2009/8);

c) Ont pris note des conclusions de l'Équipe spéciale concernant l'examen du volet A de la proposition de l'Union européenne d'ajouter les produits contenant du mercure à l'annexe VI du Protocole ainsi que des produits qui contenaient du mercure: piles et accumulateurs, dispositifs de mesure, véhicules, équipements électriques et électroniques, lampes fluorescentes et amalgames dentaires;

d) Ont demandé que l'Équipe spéciale poursuive l'examen du volet B des dossiers des produits et étudie des stratégies de gestion pour ces produits, en tenant compte des informations que les États-Unis, le Canada et les pays de l'EOCAC allaient fournir au début de 2010, ainsi que des informations sur les travaux préparatoires en vue de l'accord universel relatif au mercure, et qu'elle rende compte des résultats de ses activités au Groupe de travail des stratégies et de l'examen à sa quarante-septième session, en septembre 2010.

40. L'Organe exécutif:

a) A remercié le représentant du secrétariat du PNUE pour les informations qu'il avait fournies au sujet des travaux préparatoires en vue de la négociation d'un accord universel juridiquement contraignant relatif au mercure et s'est déclaré intéressé par les informations susceptibles d'être fournies;

b) A invité le secrétariat à renforcer les échanges d'informations avec le secrétariat du PNUE, afin de faire connaître les travaux de l'Équipe spéciale des métaux lourds, de l'EMEP et du Groupe de travail des effets, ainsi que d'étudier les formules possibles de collaboration.

C. Protocole de Göteborg de 1999

41. L'Organe exécutif a décidé d'examiner toutes les questions liées au Protocole de Göteborg au titre du point 9 de l'ordre du jour.

D. Échange d'informations, communication et Plan d'action pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale

42. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a présenté l'état de la mise en œuvre du Plan d'action révisé pour les pays de l'EOCAC, qui comportait principalement trois projets coordonnés par le secrétariat: le projet, financé par la République tchèque, qui devait aider la République de Moldova à ratifier le Protocole de Göteborg; le projet, financé par les Pays-Bas, qui avait pour objet de préparer la ratification des trois protocoles les plus récents par cinq pays des Balkans; et le projet entrepris récemment sous la conduite de la Fédération de Russie en coopération avec le Bélarus et le Kazakhstan pour faciliter les préparatifs en vue de la ratification des trois protocoles les plus récents, qui a été financé dès le début par le Fonds d'affectation spéciale de la CEE pour la coopération technique. Le Président a remercié le secrétariat des efforts qu'il avait déployés en vue de promouvoir la réalisation de ces projets et a insisté sur la nécessité de désigner au sein du secrétariat un attaché de liaison qui serait chargé de renforcer la mise en œuvre et la coordination du Plan d'action ainsi que la communication avec les pays bénéficiaires et la participation de ces pays.

43. Le secrétariat a rappelé que le Plan d'action n'avait reçu aucune ressource financière spécifique pour sa mise en œuvre, pas plus que des ressources en personnel du secrétariat. Trois membres du personnel s'étaient chargés de la coordination des projets, en plus de leurs tâches habituelles. Faute de ressources disponibles à cette fin, aucune activité nouvelle n'avait été entreprise et aucune avancée majeure réalisée dans la mise en œuvre du Plan d'action. Si l'Organe exécutif et en particulier les pays de l'EOCAC considéraient que le Plan d'action était une priorité, il fallait procéder à une réévaluation et débattre de la question de la mise en œuvre et du financement de ce plan dans le cadre de la stratégie à long terme. Le secrétariat était prêt à coordonner et faciliter la mise en œuvre du Plan d'action pour autant qu'il soit pourvu des ressources nécessaires.

44. La délégation bélarussienne a insisté sur la nécessité de renforcer les mesures prises dans le cadre du Plan d'action et d'en améliorer la coordination. Par ailleurs, l'utilisation du russe dans des manifestations telles que les réunions et ateliers organisés dans les pays russophones, ainsi que dans la documentation établie pour ces manifestations, devait être facilitée. Cette position a reçu un large appui de la part d'autres délégations, y compris celles des pays de l'EOCAC. La délégation bélarussienne a proposé la création d'un groupe de coordination qui serait chargé de gérer des projets conjoints ainsi que d'autres activités en vue de l'adhésion des pays de l'EOCAC aux protocoles de la Convention les plus récents, de faciliter le débat sur des questions stratégiques intéressant les pays de l'EOCAC et de favoriser les échanges d'informations et l'application des résultats des projets bilatéraux et multilatéraux par toutes les Parties intéressées de la région. La délégation de la Fédération de Russie, qui s'est déclarée en faveur de ce projet, a offert de prendre la direction du groupe proposé. La délégation canadienne a déclaré que ce groupe aurait, à son

avis, besoin d'un soutien du secrétariat et que celui-ci devait donc se voir allouer des ressources en conséquence.

45. L'Organe exécutif:

a) A pris acte des conclusions que le Groupe de travail avait formulées dans le rapport sur les travaux de sa quarante-cinquième session (ECE/EB.AIR/WG.5/98, par. 55);

b) S'est félicité des contributions financières de certaines Parties pour financer les travaux au titre du Plan d'action pour les pays de l'EOCAC, ainsi que de celles qui ont été faites par des Parties engagées dans des projets bilatéraux;

c) A demandé au secrétariat d'envoyer aux chefs de délégation une lettre invitant toutes les Parties à étudier les moyens de réunir des fonds pour de futures activités qui auront pour but d'aider les pays de l'EOCAC et de l'ESE à adhérer aux protocoles à la Convention et à les mettre en œuvre, ainsi qu'à fournir les ressources nécessaires qui permettraient au secrétariat de coordonner convenablement ces activités;

d) A invité les organes créés au titre de la Convention qui participent à la révision des protocoles à envisager d'octroyer aux pays de l'EOCAC davantage de flexibilité en ce qui concerne les niveaux de réduction des émissions et les délais pour y parvenir;

e) A invité les délégations à étudier les possibilités de prévoir un soutien bilatéral et des activités de renforcement des capacités en faveur des pays de l'EOCAC et de l'ESE et à les aider dans leurs efforts en vue de ratifier les trois plus récents protocoles à la Convention;

f) A invité le Groupe de travail des stratégies et de l'examen à rendre compte des progrès accomplis dans ce domaine d'activité à la prochaine session de l'Organe exécutif, en décembre 2010;

g) A approuvé la proposition de la République du Bélarus de créer un groupe chargé de coordonner des projets conjoints ainsi que d'autres activités en vue de l'adhésion des pays de l'EOCAC aux protocoles à la Convention les plus récents, de faciliter le débat sur des questions stratégiques intéressant les pays de l'EOCAC et de favoriser les échanges d'informations et l'application des résultats des projets bilatéraux et multilatéraux par toutes les Parties intéressées de la région;

h) A remercié la Fédération de Russie d'avoir offert de jouer le rôle de pays chef de file du groupe de coordination et l'a invitée à établir pour le groupe un projet de mandat qui serait soumis pour approbation à titre provisoire au Bureau de l'Organe exécutif au cours de sa réunion d'avril 2010.

E. Groupe spécial d'experts juridiques

46. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a appelé l'attention sur les travaux réalisés par le groupe spécial d'experts juridiques en vue de la révision des protocoles, en faisant observer que le Groupe de travail continuerait de dépendre de ses services à l'avenir.

47. L'Organe exécutif:

a) A demandé au groupe spécial d'experts juridiques d'établir un règlement intérieur pour la Convention et ses protocoles, lequel serait soumis pour examen à la vingt-huitième session, en 2010;

b) A invité les Parties qui ne l'avaient pas encore fait à désigner des experts qui feraient partie du groupe, et a demandé au secrétariat de tenir une liste d'experts en vue d'une utilisation ultérieure.

VII. Révision du Protocole relatif aux polluants organiques persistants

48. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a présenté succinctement les travaux concernant la révision du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et de ses annexes. Il a également présenté les projets de décision visant à modifier le Protocole (ECE/EB.AIR/2009/9) et à adopter un document d'orientation sur les meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions de polluants organiques persistants provenant de grandes sources fixes, qui reprend les anciens chapitres III, IV et V de l'annexe V (ECE/EB.AIR/2009/14) et qui avait été soumis pour adoption aux Parties au Protocole.

49. Le Président du groupe spécial d'experts juridiques a déclaré que le projet de décision concernant les amendements aux annexes V et VII avait été séparé de celui concernant les autres amendements parce que la procédure à appliquer pour modifier ces annexes, telle qu'énoncée dans l'article 14 du Protocole, était différente de celle appliquée pour modifier le texte du Protocole et les annexes I, II, III, IV, VI et VIII. Il n'était pas nécessaire de ratifier les amendements aux annexes V et VII; par contre, une fois adoptés, ils entraient automatiquement en vigueur à moins que la Partie concernée n'ait notifié au Dépositaire qu'elle ne pouvait accepter l'amendement.

50. Quant à tous les autres amendements, ils devaient être ratifiés par les deux tiers des Parties pour entrer en vigueur. En d'autres termes, ces amendements prendraient effet à l'égard des Parties qui les avaient acceptés le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle 20 des 29 Parties avaient déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire. Toutefois, si d'autres Parties adhéraient au Protocole dans l'intervalle, le nombre requis de ratifications augmenterait lui aussi.

51. Les délégations du Canada et des États-Unis ont approuvé cette façon de dissocier les projets pour adopter les décisions, c'est-à-dire de séparer des autres les décisions relatives à certaines substances individuelles. Cela permettrait à un pays qui, pour des raisons qui lui étaient propres, ne pouvait accepter l'incorporation d'une ou plusieurs substances dans le Protocole d'adopter le reste des amendements et d'en faire bénéficier l'environnement. Pour la délégation des États-Unis, la dissociation des décisions présentait par ailleurs l'avantage d'établir un précédent, ce qui était également conforme à la démarche appliquée dans le cas de la Convention de Stockholm.

52. La délégation de la Fédération de Russie a déclaré qu'elle était prête à adhérer au Protocole relatif aux polluants organiques persistants mais qu'elle aurait besoin d'éclaircissements au sujet des utilisations autorisées du dichloro-diphényl-trichloroéthane (DDT) en vertu des dispositions étant donné qu'il avait été proposé de les modifier. Le Président du Groupe de travail a expliqué que même si la modification des annexes I et II du Protocole n'autoriserait plus la production ou l'utilisation du DDT sous n'importe quelle condition, les dérogations prévues à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole permettaient encore à une Partie d'utiliser ses stocks de DDT «pour gérer selon que de besoin une situation d'urgence touchant la santé publique».

53. Les Parties au Protocole relatif aux polluants organiques persistants réunies au sein de l'Organe exécutif:

- a) Ont accueilli avec satisfaction les contributions de l'Équipe spéciale des polluants organiques persistants, du groupe spécial d'experts techniques, du groupe spécial d'experts juridiques et du groupe spécial de rédaction à la révision des annexes du Protocole relatif aux polluants organiques persistants;
- b) Ont adopté la décision 2009/1 concernant la modification du texte et des annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants;
- c) Ont adopté la décision 2009/2 concernant l'inscription des paraffines chlorées à chaîne courte et des naphtalènes polychlorés aux annexes I et II du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants;
- d) Ont adopté la décision 2009/3 concernant la modification des annexes V et VII du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants;
- e) Ont décidé que l'annexe V (chap. III à V) serait reprise dans un document d'orientation, et adopté la décision 2009/4 concernant le document d'orientation sur les meilleures techniques disponibles pour lutter contre les émissions relevant du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants;
- f) Ont invité le secrétariat à déposer les amendements au texte du Protocole sur les polluants organiques persistants qui ont été adoptés auprès du Secrétaire général de l'ONU en les communiquant à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies.

VIII. Révision du Protocole relatif aux métaux lourds

54. Le secrétariat a rendu compte des trois propositions d'amendement du Protocole relatif aux métaux lourds présentées en vertu de l'article 13 par les Parties ci-après au Protocole: a) la Commission européenne, au nom de l'Union européenne, conjointement avec la présidence suédoise du Conseil européen, au nom des États membres de l'Union européenne parties au Protocole relatif aux métaux lourds; b) la Suède en sa qualité de pays qui assure la présidence du Conseil européen, au nom des États membres de l'Union européenne parties au Protocole relatif aux métaux lourds; c) la Suisse. Conformément aux dispositions, les trois propositions ont été transmises quatre-vingt dix jours avant la session actuelle de l'Organe exécutif.

55. La délégation des États-Unis a proposé que la suite des travaux sur les métaux lourds ait avant tout pour but d'augmenter le nombre des ratifications du Protocole afin de favoriser une couverture géographique plus inclusive, de faire prévaloir une certaine flexibilité, s'agissant notamment de l'application des meilleures techniques disponibles et de garantir que les dispositions de ce protocole concordent avec celles du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole de Göteborg. Elle a réaffirmé que les travaux sur les métaux lourds devaient prendre en compte les négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord mondial sur le mercure, afin d'éviter les chevauchements d'activités.

56. Pour la délégation canadienne, accroître la flexibilité du Protocole relatif aux métaux lourds afin que les pays de l'EOCAC et de l'ESE soient plus nombreux à le ratifier était une priorité. Elle s'est déclarée préoccupée par un certain nombre de propositions de révision du Protocole qui, en imposant des obligations plus astreignantes, le rendrait moins flexible.

57. La délégation norvégienne s'est déclarée favorable à la mise en route des travaux de révision du Protocole, en faisant observer qu'il fallait notamment veiller à ce que les dispositions du Protocole relatif aux métaux lourds concordent avec celles du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole de Göteborg en cours de révision. La mise à jour des obligations au titre du Protocole serait également bénéfique pour les futures Parties et ne compromettrait pas les efforts qu'elles déploieraient en vue de ratifier le Protocole.

58. Le Président de l'Équipe spéciale des métaux lourds a présenté des informations sur l'atelier tenu à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) en octobre 2009 en vue de promouvoir la ratification des trois protocoles les plus récents (ECE/EB.AIR/WG.5/2010/7). Le Bélarus s'était déclaré prêt à ratifier le Protocole relatif aux polluants organiques persistants mais avait demandé une assistance pour évaluer la capacité du pays à remplir ses obligations. L'attention des participants a également été appelée sur le projet proposé par la Fédération de Russie, qui en assurerait la direction, en vue d'aider les pays de l'EOCAC à s'acquitter des obligations découlant du Protocole. Les pays donateurs ont été encouragés à soutenir ce projet prometteur qui émanait directement de la région de l'EOCAC. Les délégations ont été invitées à se reporter aux rapports et exposés présentés à l'atelier de Saint-Petersbourg ainsi qu'à ceux de l'atelier d'Erevan, tenu en 2007³.

59. Le Président de l'Organe exécutif a invité les Parties à apporter l'aide demandée par le Bélarus et à soutenir les pays de l'EOCAC et de l'ESE dans leurs efforts en vue d'appliquer et de ratifier les trois protocoles les plus récents.

60. L'Organe exécutif a adopté le mandat du Groupe de travail des stratégies et de l'examen concernant les métaux lourds (ECE/EB.AIR/99/Add.2, annexe I).

IX. Négociations sur de nouvelles obligations à assumer en matière de réduction des émissions comme suite à l'examen du Protocole de Göteborg de 1999

61. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen a exposé les progrès accomplis dans la révision du Protocole de Göteborg, et en particulier l'état d'avancement de la révision du texte du Protocole et de diverses annexes techniques. Le Groupe de travail avait déjà examiné un projet de texte modifié du Protocole. Les projets de texte révisés des annexes techniques IV, V, VI et VIII et des nouvelles annexes sur les poussières et sur la teneur en solvants des produits étaient disponibles à la quarante-cinquième session du Groupe de travail mais ne seraient examinés qu'à sa quarante-sixième session, en avril 2010. Le Président du Groupe de travail a invité les délégations à étudier ces annexes à l'avance et à être accompagnées d'experts techniques pour cette session. Le Groupe de travail des effets et l'Équipe spéciale de l'azote réactif établiraient le texte révisé des annexes I sur les charges critiques et IX sur l'ammoniac, respectivement, pour la quarante-sixième session du Groupe de travail.

62. S'agissant de la révision de l'annexe II sur les plafonds d'émission, le Président de l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée a présenté les résultats de la trente-sixième réunion de l'Équipe spéciale. La mise au point du scénario de référence pour le Protocole de Göteborg avait été freinée par les résultats du Sommet de Copenhague sur les changements climatiques et par les répercussions de la crise économique mondiale. Le Chef du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée a apporté de nouvelles précisions sur la

³ <http://www.unece.org/env/lrtap/TaskForce/tfhtm/welcome.htm>.

mise au point du scénario et la présentation de projections de référence nationales. Il a fait observer que les pays avaient adopté des démarches très différentes pour la projection de la croissance du PIB et que l'utilisation des seuls scénarios nationaux pourrait conduire à des distorsions importantes dans les plafonds d'émission. Les scénarios que le Centre pour les modèles d'évaluation intégrée avait mis au point pour tous les pays étaient affichés sur son site Web. Les délégations étaient invitées à les vérifier pour la fin janvier 2010.

63. Il a été proposé de créer un groupe d'experts qui serait chargé d'étudier la question du noir de carbone et de guider la révision du Protocole de Göteborg. Les États-Unis et la Norvège ont offert de prendre la direction de ce groupe, lequel devait prendre en considération les travaux déjà réalisés par d'autres groupes créés en application de la Convention ou extérieurs à celle-ci afin d'éviter un gaspillage d'énergie. La délégation norvégienne a annoncé qu'elle fournirait 50 000 dollars pour ces travaux, en particulier ceux liés à l'EMEP.

64. Il a également été décidé qu'il fallait prêter attention aux interactions entre l'azote réactif et les changements climatiques et qu'il fallait en faire état dans le plan de travail pour 2010.

65. L'Organe exécutif:

a) A pris note des progrès accomplis dans la révision du Protocole de Göteborg et approuvé les décisions du Groupe de travail des stratégies et de l'examen énoncées dans le rapport sur les travaux de sa quarante-cinquième session (ECE/EB.AIR/WG.5/98, par. 46);

b) A invité toutes les délégations à donner suite à la demande du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée de vérifier et confirmer les données indiquées pour leur pays dans le scénario de référence pour le 31 janvier 2010;

c) A adopté la décision 2009/5 portant création d'un groupe spécial d'experts placé sous la direction de la Norvège et des États-Unis et chargé d'étudier la question du noir de carbone en étroite coopération avec d'autres organes compétents créés en application de la Convention ou extérieurs à celle-ci et de faire rapport à la vingt-huitième session de l'Organe exécutif en 2010 afin de guider le processus de révision du Protocole de Göteborg; il a invité les délégations à désigner des experts qui contribueraient à ses travaux.

X. Respect des obligations découlant des protocoles

66. Le Président du Comité d'application, M. Fretheim (Norvège) a présenté le douzième rapport du Comité (ECE/EB.AIR/2009/3) sur le respect par les Parties des obligations qu'elles ont contractées en vertu des protocoles, y compris les résultats des vingt-troisième et vingt-quatrième sessions du Comité. Il a appelé l'attention sur les recommandations du Comité (ECE/EB.AIR/2009/18) et sur les conclusions tirées de l'examen approfondi de la mise en œuvre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds (ECE/EB.AIR/2009/15). S'agissant des cas individuels de non-respect examinés par le Comité, les quatre Parties concernées (Chypre, Danemark, Espagne et Grèce) ne se conformaient toujours pas à leurs obligations.

67. Le Président du Comité d'application a signalé que pour la première fois, en 2009, le Comité avait entrepris une mission d'établissement des faits en Espagne. Il a insisté sur les résultats positifs de cette mission et a remercié l'Espagne pour son hospitalité et sa coopération.

68. S'agissant du respect par les Parties de leurs obligations de communiquer des données sur leurs émissions, le Président du Comité a indiqué qu'un grand nombre de Parties avaient fourni les données manquantes et que la situation avait évolué dans le bon sens, encore que certaines d'entre elles n'avaient toujours pas fourni de données d'émission maillées. Il a appelé l'attention sur les contradictions dans l'utilisation des mentions types dans le cas des données relatives aux polluants organiques persistants et aux métaux lourds et a recommandé que l'Organe exécutif et l'Organe directeur de l'EMEP prennent les dispositions appropriées pour que les mentions types soient utilisées comme il convient.

69. S'agissant du respect par les Parties de leurs obligations de rendre compte de leurs stratégies et politiques, le Président du Comité a signalé que cinq Parties n'avaient pas rempli leurs obligations au cours du cycle de notification de 2008-2009, à savoir la Fédération de Russie, la Grèce, la Lettonie, le Luxembourg et la République de Moldova, et que quatre autres, l'Estonie, la France, Monaco et l'Union européenne, avaient donné des réponses incomplètes (ECE/EB.AIR/2009/3, par. 75 et 76). Il a demandé instamment à ces Parties de s'acquitter pleinement de leurs obligations en 2010.

70. Le Président du Comité a signalé que celui-ci avait achevé ses examens approfondis du respect par les Parties de leurs obligations au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds, conformément à son plan de travail. Les examens représentaient une énorme charge de travail pour le Comité; tous les protocoles avaient été réexaminés au moins une fois. Le Président a recommandé d'évaluer la méthode utilisée pour procéder aux examens approfondis et d'apporter les aménagements nécessaires avant de poursuivre avec un autre cycle d'examens.

71. Le Président a déclaré que les Parties devaient, lorsqu'elles établissaient la stratégie à long terme pour la Convention, évaluer l'efficacité du mécanisme d'examen du respect des dispositions et déterminer s'il était nécessaire ou non de le renforcer ou de le modifier.

72. La délégation espagnole a remercié le Comité d'application de la mission d'établissement des faits qu'il avait effectuée, laquelle avait été utile de part et d'autre. Les projets de décision recommandés par le Comité (ECE/EB.AIR/2009/18, sections B et C), concernaient des données spécifiques sur les émissions et les projections d'émissions en ce qui concernait les îles Canaries. Or, les Parties n'avaient pas pour obligation de fournir des informations régionales concernant les données ou les projections, et la délégation a suggéré de modifier le texte pour faire état de données sur les émissions et de projections d'émissions en rapport avec l'ensemble du territoire visé par le Protocole. L'Organe exécutif a accepté ces modifications.

73. En application du paragraphe 6 de la décision 2005/4, la délégation grecque a exposé les efforts accomplis par son pays pour réduire les émissions d'oxydes d'azote. Le Gouvernement grec prenait des dispositions pour mettre en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques, lesquelles entraîneraient une réduction des oxydes d'azote. L'application des meilleures techniques disponibles dans toutes les nouvelles installations et le retrait des anciennes unités allaient également contribuer à réduire les émissions d'oxydes d'azote. Le Comité d'application recevrait pour le 31 mars 2010 un rapport dans lequel seraient exposés les nouveaux progrès accomplis, comme il l'avait demandé.

74. La délégation danoise a brièvement présenté les toutes dernières dispositions prises par le Danemark pour être en conformité avec son obligation de réduire ses émissions en application du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, y compris l'établissement d'un plan d'action globale pour maîtriser la pollution atmosphérique due aux poêles et chaudières à bois des ménages danois. Même s'il ne lui était pas encore possible de dire quand il serait totalement en conformité avec le Protocole, le Danemark

avait examiné les dispositions du paragraphe 7 de l'article 3 et en avait conclu qu'il remplissait ses obligations.

75. La délégation chypriote a déclaré que son pays prenait des mesures efficaces de réduction de tous les polluants pour protéger l'environnement et la santé, notamment des mesures de réduction des émissions des oxydes d'azote, dont les principales sources étaient les transports routiers et les centrales. Plusieurs mesures étaient en cours d'application, mais ne seraient normalement pas menées à leur terme avant 2013.

76. S'agissant du paragraphe 83 du document ECE/EB.AIR/2009/15, la délégation canadienne a assuré le Président du Comité d'application que son pays était en conformité avec les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 du Protocole relatif aux métaux lourds étant donné que son règlement sur l'essence avait véritablement supprimé la présence du plomb dans l'essence destinée aux véhicules routiers en décembre 1990, lorsque ce règlement était entré en vigueur. Celui-ci fixait à 5 mg/l la concentration maximale de plomb dans l'essence produite, importée, vendue ou offerte à la vente au Canada. La délégation avait envoyé une lettre au secrétariat, à la suite des conclusions figurant dans le rapport du Comité afin de clarifier autant que faire se peut la réponse initiale au questionnaire qui servait de base à l'établissement du rapport.

77. S'agissant du paragraphe 80 du document ECE/EB.AIR/2009/15, la délégation des États-Unis a déclaré qu'elle était en conformité avec le Protocole relatif aux métaux lourds. Son pays n'avait reçu aucune indication que l'une ou l'autre de ses réponses étaient incomplètes. Le secrétariat a indiqué que, faute de temps et compte tenu de la nécessité de respecter les délais, le Comité n'avait pas été en mesure de demander des éclaircissements à une Partie au-delà d'une certaine date, et il a invité les Parties à donner des réponses aussi claires et pertinentes que possible lors du prochain cycle de notification.

78. L'Organe exécutif:

a) A pris acte du douzième rapport du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2009/3) et remercié les membres du Comité du travail qu'ils avaient accompli au cours de l'année écoulée;

b) A pris note des conclusions de l'examen approfondi de la mise en œuvre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds (ECE/EB.AIR/2009/15) et s'est dit conscient du temps et des efforts considérables que le Comité avait dû leur consacrer.

79. L'Organe exécutif a adopté les décisions suivantes⁴:

a) Décision 2009/6 sur le respect par la Grèce de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 2/02);

b) Décision 2009/7 sur le respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 4/02);

c) Décision 2009/8 sur le respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole de 1991 relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières (réf. 6/02);

d) Décision 2009/9 sur le respect par le Danemark de ses obligations au titre du Protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants (réf. 1/06);

⁴ Voir le document ECE/EB.AIR/99.Add.1.

e) Décision 2009/10 sur le respect par Chypre de ses obligations au titre du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières (réf. 1/08);

f) Décision 2009/11 sur le respect par l'Islande de ses obligations de notifier les émissions;

g) Décision 2009/12 sur le respect par la République de Moldova de ses obligations relatives à la communication d'informations;

h) Décision 2009/13 sur le respect par l'Estonie, la France et le Luxembourg de leur obligation de communiquer des données d'émission maillées.

80. L'Organe exécutif a prié le secrétariat de communiquer ces décisions au Ministère des affaires étrangères des Parties en question.

81. L'Organe exécutif a pris note des contradictions dans l'utilisation des mentions types par certaines Parties lorsqu'elles communiquaient des données d'émission, et il a demandé à l'Organe directeur de l'EMEP d'intervenir pour que ces mentions types soient utilisées comme il convient conformément aux directives pour la communication des données d'émission.

82. En ce qui concerne la composition du Comité d'application, l'Organe exécutif:

a) A noté que M. Meulepas (Belgique) et M. Angelov (Bulgarie) siégeraient au Comité un an de plus;

b) A remercié M. Hojesky (Autriche), M^{me} Forest (Canada), M. Lindemann (Allemagne) et M. Fretheim (Norvège) de leur contribution aux travaux du Comité;

c) A réélu M^{me} Hamilton (Royaume-Uni), M^{me} Karjalainen (Finlande) et M. Olsson (Suède) pour un deuxième mandat de deux ans;

d) A élu M. Schroeder (Allemagne), M^{me} Muñoz Cuesta (Espagne), M. Michel (Suisse) et M. Buchholz (États-Unis) pour un mandat de deux ans;

e) A élu M. Meulepas Président du Comité d'application.

XI. Stratégies et politiques des Parties à la Convention et des signataires concernant la réduction de la pollution atmosphérique

83. Le secrétariat a présenté le questionnaire de 2010 relatif aux stratégies et politiques (ECE/EB.AIR/2009/11, ECE/EB.AIR/2009/12 et ECE/EB.AIR/2009/13).

84. La Présidence suédoise de l'Union européenne a suggéré de déplacer la question 13, qui se trouvait dans la section consacrée à la politique générale, après la question 45 concernant le Protocole à la Convention.

85. L'Organe exécutif:

a) A approuvé le projet de questionnaire de 2010 comprenant des questions relatives aux protocoles (ECE/EB.AIR/2009/12) et des questions de politique générale (ECE/EB.AIR/2009/13), en suggérant de modifier l'ordre des questions, et il a demandé au secrétariat de l'afficher sur le site Web de la Convention;

b) A décidé que le questionnaire représenterait le cadre de présentation uniforme des rapports mentionné dans le paragraphe 2 de l'article 8 du Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières, le

paragraphe 4 de l'article 8 du Protocole relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, le paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole de 1994 relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre, le paragraphe 2 de l'article 9 du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, le paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole relatif aux métaux lourds, et le paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole de Göteborg relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique;

c) A demandé aux Parties de répondre au questionnaire pour le 31 mars 2010 au plus tard et de fournir des réponses succinctes et claires, notamment sous forme de tableaux, en employant au besoin un système de renvoi clair;

d) A demandé au secrétariat d'afficher les réponses des Parties sur le site Web de la Convention;

e) A demandé au secrétariat d'établir, en concertation avec le Bureau, un projet de document d'examen et de le lui soumettre à sa vingt-huitième session, en 2010.

XII. Le lien entre pollution atmosphérique et changements climatiques: mise au point d'un cadre propice à l'élaboration de stratégies intégrées présentant des avantages connexes

86. La délégation suédoise a informé l'Organe exécutif des échanges de vues qui avaient eu lieu au cours d'un atelier sur les politiques intermédiaires relatives au climat au regard de l'atmosphère et du climat, tenu à Göteborg (Suède) en octobre 2009. Elle a présenté les conclusions et recommandations de l'atelier concernant la Convention, en particulier les suivantes:

a) Les effets sur le climat des polluants atmosphériques et des facteurs de forçage climatique à courte durée de vie, y compris le noir de carbone, le monoxyde de carbone et le méthane, devaient être pris en considération au cours de la révision du Protocole de Göteborg;

b) Une équipe spéciale ou un groupe spécial d'experts devait être créé au titre de la Convention pour étudier les aspects physiques et économiques des interactions entre changements climatiques et qualité de l'air et les faire connaître sans tarder aux fins de la révision du Protocole de Göteborg;

c) L'Équipe spéciale de l'azote réactif devait établir un rapport spécial sur les interactions entre l'azote et le climat;

d) Les scientifiques travaillant dans le domaine de la Convention devaient contribuer activement à la rédaction des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), notamment son cinquième rapport d'évaluation, qui devait notamment porter sur les effets de la pollution atmosphérique étudiés par le Groupe de travail 3 du GIEC, en particulier. Il faudrait tenir compte dans l'établissement des modèles et scénarios du climat des effets de l'ozone et de l'azote sur les écosystèmes et de leurs répercussions sur les changements climatiques;

e) Le Forum mondial sur la pollution atmosphérique, l'Organisation météorologique mondiale, le PNUE et autres organismes analogues devaient continuer à établir des liens entre les accords régionaux et les réseaux d'observation de la pollution atmosphérique et des changements climatiques afin de favoriser l'échange de connaissances et d'informations. Ces liens pourraient conduire à plus long terme à l'établissement d'une convention-cadre sur l'atmosphère;

f) Il faudrait, dans le cadre de la Convention et du PNUE, envisager la nécessité de mettre au point un protocole pour l'étude de l'ozone de fond à l'échelle de l'hémisphère, à l'établissement duquel tous les pays de l'hémisphère Nord pourraient participer;

g) Dans de nombreux pays en développement, les questions de santé et autres questions liées au développement durable déterminaient la politique, les effets du climat étant considérés comme un avantage concomitant, alors que c'était le climat qui déterminait la politique dans de nombreux pays industrialisés. La Convention pourrait contribuer à rapprocher les deux approches si elle était beaucoup mieux connue et contribuait valablement à satisfaire les besoins des pays en développement en matière de renforcement des capacités, de connaissances scientifiques et de savoir-faire en matière de politique. Les réseaux régionaux avaient besoin qu'on les soutienne davantage;

h) L'importance des facteurs de forçage climatique à durée de vie courte au regard à la fois de la santé et des changements climatiques était unanimement reconnue, mais les évaluations réalisées dans le cadre du Programme international d'étude de la chimie de l'atmosphère du Globe et du PNUE contribueraient à une meilleure information pour l'élaboration de politiques efficaces en accord avec la Convention, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres conventions analogues. Il faudrait poursuivre les travaux de recherche sur la toxicité du noir de carbone et de l'ozone dans le cadre de la Convention.

87. Le chef du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée a fait quelques suggestions sur la manière dont les facteurs de forçage climatique à courte durée de vie pourraient être traités dans la modélisation intégrée. Les mesures de lutte contre ces facteurs étaient différentes de celles qui avaient pour vocation de lutter contre les facteurs de forçage climatique à longue durée de vie tels qu'énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

88. L'Organe exécutif a pris note des conclusions de l'atelier et décidé d'en tenir compte au cours du débat et dans les décisions qui pourraient être prises concernant la révision du Protocole de Göteborg et la stratégie à long terme pour la Convention.

XIII. Stratégie à long terme pour la Convention

89. L'Organe exécutif a pris note du document d'orientation relatif à l'adoption d'une stratégie pour la Convention (ECE/EB.AIR/2009/5) et des résultats du débat qui a eu lieu au cours de la réunion du Bureau élargi le 17 décembre 2009, présentés dans l'annexe.

90. L'Organe exécutif a décidé qu'un petit groupe de rédaction établirait un projet de stratégie à long terme faisant suite au débat et aux résultats qui ont marqué la réunion du Bureau élargi, projet qui serait ensuite distribué aux bureaux de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des stratégies et de l'examen avant d'être soumis aux organes subsidiaires puis à l'Organe exécutif en 2010.

XIV. Activités des organes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et des organisations internationales ayant un rapport avec la Convention

91. Des représentants de l'Agence européenne pour l'environnement, du Forum mondial sur la pollution atmosphérique, de l'Organisation météorologique mondiale, du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique et du Réseau de surveillance des dépôts acides en Asie de l'Est en ont présenté les activités récentes ayant un rapport avec la Convention.

92. L'Organe exécutif a pris note des informations présentées et encouragé une coopération avec ces organisations chaque fois que possible.

93. Le secrétariat a appelé l'attention sur les recommandations de la réunion d'experts sur les dépôts d'azote, les charges critiques et la diversité biologique, tenue du 16 au 18 novembre 2009 à Édimbourg, qui avait réuni des experts de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et de la Convention sur la diversité biologique.

94. L'Organe exécutif a invité le Bureau du Groupe de travail des effets, le Bureau de l'Organe directeur de l'EMEP et les Coprésidents de l'Équipe spéciale de l'azote réactif à étudier, en concertation avec le secrétariat, les possibilités de collaboration avec des organes techniques appropriés créés en vertu de la Convention sur la diversité biologique, et de lui en rendre compte à sa session de 2010.

XV. Plan de travail pour 2010 concernant la mise en œuvre de la Convention

95. Le secrétariat a présenté les projets de plan de travail communiqués par les principaux organes subsidiaires (ECE/EB.AIR/2009/6, ECE/EB.AIR/2009/7 et ECE/EB.AIR/2009/8) et le projet de plan de travail pour 2010 du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2009/3, annexe). Il a également présenté la liste provisoire des réunions pour 2010.

96. L'Organe exécutif a adopté son plan de travail tel que modifié; il a chargé le secrétariat de le joindre à son rapport et d'afficher ce dernier sur le site Web de la Convention.

XVI. Ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la Convention

97. Le secrétariat a présenté la note sur les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la Convention (ECE/EB.AIR/2009/2).

98. Le secrétariat a présenté des informations à jour sur le Fonds d'affectation spéciale de l'EMEP et le versement des contributions obligatoires au titre du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques (EMEP). Au 15 décembre 2009, toutes les Parties à l'exception de trois d'entre elles (Malte, Monténégro et Roumanie) s'étaient acquittées d'une partie de leur contribution pour 2009.

99. La délégation ukrainienne a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre des projets qui devaient lui permettre de régler en nature ses arriérés pour 1992-1994 et 1996-2001, soit 316 194 dollars (ECE/EB.AIR/2009/2, par. 7 à 10). L'Ukraine avait mis au point un modèle national pour évaluer l'impact sur l'environnement des émissions de métaux lourds, lequel serait présenté pour examen au Bureau de l'Organe directeur de l'EMEP lors de sa réunion de mars 2010.

100. Le secrétariat a signalé qu'en 2009 les contributions destinées à financer les activités de base non visées par le Protocole de l'EMEP s'étaient chiffrées à moins de la moitié du montant du budget provisoire prévu pour 2009. Le secrétariat a relevé que la contribution de la Slovaquie, soit 4 681 dollars pour 2009, avait été omise dans le tableau 6.

101. S'agissant du fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les pays en transition (E112), les contributions en 2009 avaient été bien inférieures aux dépenses pour la même année. Il était nécessaire d'augmenter les contributions en 2010 pour financer à la fois les nouveaux projets démarrés en 2009 et couvrir les besoins en rapport avec les ressources nécessaires pour que le secrétariat puisse coordonner les projets en question (voir par. 44 c) ci-dessus).

102. Le secrétariat a fermement suggéré d'utiliser davantage le fonds d'affectation spéciale destiné à financer les déplacements du secrétariat pour couvrir les dépenses encourues afin de mieux faire connaître les activités au titre de la Convention, par exemple la réalisation de brochures et de dépliants et l'amélioration des sites Web. Il serait également nécessaire d'étoffer le personnel du secrétariat pour assurer les tâches habituelles aux fins de la Convention, tout au moins pendant la période de révision des protocoles; les contributions préaffectées à ce dernier fonds pourraient également couvrir une ligne tarifaire dans cette perspective.

103. Le secrétariat a remercié la délégation canadienne d'avoir financé la brochure éditée à l'occasion du trentième anniversaire de la Convention.

104. L'Organe exécutif:

a) A approuvé les décisions proposées relatives au financement du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe, telles qu'énoncées dans le paragraphe 15 a) à f) du document ECE/EB.AIR/2009/2, et demandé instamment aux Parties qui ne l'avaient pas encore fait de verser leur contribution en espèces au fonds d'affectation spéciale et, en 2010, de verser leur contribution de manière à ce que celle-ci parvienne au fonds au cours du premier semestre;

b) A approuvé les décisions proposées relatives au financement des activités de base non visées par le Protocole de 1984 relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe telles qu'énoncées dans le paragraphe 25 a) à e) du document ECE/EB.AIR/2009/2. Il a également relevé qu'aucune initiative n'avait été prise en 2009 afin de garantir un financement à long terme suffisant et stable pour les activités relatives aux effets et aux modèles d'évaluation intégrée, et a invité les délégations à envisager le versement d'une contribution;

c) A approuvé les décisions proposées relatives au financement du fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les pays en transition, telles qu'énoncées dans le paragraphe 35 a) à g), qui invitaient les pays à verser des contributions pour permettre au secrétariat d'étoffer ses ressources en personnel en vue d'appuyer les activités de renforcement des capacités dans les pays de l'EOCAC et de l'ESE;

d) A approuvé les décisions proposées relatives au financement du fonds d'affectation spéciale destiné à financer les déplacements du secrétariat, énoncées dans le paragraphe 37 a) à d) du document ECE/EB.AIR/2009/2.

XVII. Questions diverses

105. Aucune question n'était inscrite au titre de ce point de l'ordre du jour.

XVIII. Élection du Bureau

106. M. Ballaman a été réélu Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen.

107. M. Williams a été réélu Président de l'Organe exécutif. M^{me} Galatone (Canada) et M^{me} Karpova (Fédération de Russie) ont été réélues Vice-Présidentes. Le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen (M. Ballaman), le Président du Groupe de travail des effets (M. Johannessen), la Présidente de l'Organe directeur de l'EMEP (M^{me} Vidič) et le Président du Comité d'application (M. Meulepas) ont aussi été élus Vice-Présidents. Un représentant de l'Union européenne (M. Zuber) a été invité à assister aux réunions du Bureau en 2010 en qualité d'observateur afin d'assurer une coordination efficace avec les activités de l'Union européenne dans le domaine de la pollution atmosphérique.

108. L'Organe exécutif a adressé ses remerciements à M^{me} Engleryd (Suède) et M^{me} Motlova (République tchèque) pour leur précieuse contribution aux travaux du Bureau.

XIX. Adoption des décisions prises à la vingt-septième session

109. L'Organe exécutif a adopté, le 18 décembre 2009, les décisions prises à sa vingt-septième session.

Annexe

Conclusions du débat au sein du Bureau élargi lors de sa réunion du 17 décembre 2009 sur une vision stratégique pour la Convention

1. Au cours de sa réunion, le Bureau élargi a dégagé les questions ci-après à incorporer dans le projet de stratégie à long terme de même que d'autres questions figurant dans le Document d'orientation relatif à l'adoption d'une stratégie pour la Convention, présenté par la Présidente (ECE/EB.AIR/2009/5):

a) La stratégie à long terme devrait définir les priorités au regard de la Convention pour les dix prochaines années et au-delà;

b) Un petit groupe de rédaction établira un projet de stratégie qui sera ensuite distribué aux bureaux de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des stratégies et de l'examen ainsi qu'aux organes subsidiaires;

c) Le projet de stratégie à long terme devrait être soumis pour examen à la vingt-huitième session du Bureau exécutif, en 2010;

d) L'augmentation du nombre de ratifications des protocoles, en particulier par les pays de l'EOCAC et de l'ESE, est une priorité;

e) La pleine application et le respect intégral des protocoles par les Parties est une priorité;

f) Le futur rôle du Comité d'application est important;

g) L'existence d'un lien étroit entre la science et la politique dans une approche fondée sur les effets est une caractéristique propre à la Convention et devrait être préservée;

h) Un grand nombre de Parties estimaient que la réduction de la pollution atmosphérique et l'amélioration de la qualité de l'air devaient demeurer les activités de base liées à l'application de la Convention;

i) Il fallait prêter une attention particulière aux liens entre la pollution atmosphérique et les changements climatiques dans le cadre de la Convention, y compris la biodiversité et l'azote réactif;

j) La stratégie à long terme devait comporter une réévaluation des priorités des travaux relatifs aux polluants organiques persistants et aux métaux lourds dans la perspective des activités futures après l'adoption des protocoles révisés;

k) D'autres questions qui pourraient être prises en compte dans la stratégie à long terme sont notamment le traitement des protocoles anciens ou redondants ainsi que le règlement intérieur, l'organisation des travaux, la structure et le financement à long terme en rapport avec la Convention.

2. Les participants à la réunion ont également proposé de créer deux groupes d'experts:

a) Un groupe spécial d'experts du noir de carbone;

b) Un groupe spécial d'experts chargé de coordonner les activités des pays de l'EOCAC en vue de ratifier et mettre en œuvre les protocoles à la Convention.